

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Le revenu minimum garanti : une réponse à l'IA qui est toujours aussi utopique

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

La hausse récente du taux de chômage chez les jeunes et les récents diplômés en Amérique du Nord a ravivé les craintes d'un effet délétère de l'intelligence artificielle sur l'emploi. Il n'en faut guère plus pour que le débat ramène l'idée d'un revenu universel de base. L'idée serait que l'intelligence artificielle ne serait pas une révolution technologique ordinaire. Contrairement à la mécanisation ou à l'informatique, elle automatise le travail cognitif, et non seulement le travail répétitif.

La thèse, notamment soutenue par les dirigeants du secteur technologique américain, veut que la perturbation soit si révolutionnaire et si rapide qu'elle élimine des emplois à un rythme décuplé comparativement aux nouveaux emplois qu'elle pourrait créer. Si cette rupture se matérialisait, songer à reconvertir des millions de travailleurs déplacés relèverait de la futilité : les emplois de substitution n'existeraient pas. Pour conserver un système de marché, il faudrait alors qu'il puisse y avoir une assurance garantissant un revenu, indépendamment d'une participation au marché du travail.

Ce scénario repose évidemment sur les branches plus catastrophistes de l'arbre des possibilités. Et encore faut-il préciser les conditions dans lesquelles un tel système serait économiquement soutenable, car dans sa version la plus souvent avancée, soit celle d'un revenu financé par les gains de productivité associés à l'IA, la mise en place d'un tel système relèverait d'un effort herculéen.

Incolore, inodore et indolore

La prémisse du scénario catastrophiste s'articule autour de gains de productivité à la fois substantiels et diffusés à l'ensemble de l'économie. Or, les données ne confirment pas encore cette thèse. Un récent [sondage \[en anglais seulement\]](#) du National Bureau of Economic Research auprès d'environ 6 000 dirigeants aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Australie révèle que 89 % des gestionnaires n'observent aucun changement mesurable de productivité depuis trois ans, et ce, malgré une adoption de l'IA en forte hausse. On retrouve le paradoxe formulé par Robert Solow en 1987 : « L'ère informatique est visible partout sauf dans les statistiques de productivité. »

Des études microéconomiques montrent bien des gains variant de 10 à 50 % sur des tâches précises. Cela fait partie des éléments prometteurs qui soutiennent l'engouement boursier pour l'IA. Or, historiquement, la transformation de progrès d'efficacité localisés en gains macroéconomiques s'appuie sur des réorganisations profondes des processus de production, dont les délais sont incertains. Situation inusitée : c'est au sein des administrations publiques, sous de lourdes pressions pour gagner en efficacité, que les bénéfices pourraient être récoltés en premier. Quand on connaît toutefois les difficultés de mesure de la productivité au sein du gouvernement, cela reste peu encourageant pour la dimension statistique de la question.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques.....	5
-------------------------------	---	--------------------	---	------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Quatre conditions difficiles à respecter

Supposons néanmoins que les gains finissent par arriver. Le financement d'un revenu garanti universel exige alors que quatre conditions soient réunies simultanément.

Première condition : il faut un gain de productivité substantiel, et durable. Nous avons vu que c'est loin d'être acquis. Parier sur une manne fiscale hypothétique pour concevoir aujourd'hui une architecture de redistribution permanente, c'est construire sur du sable.

Deuxième condition : ce gain doit être captable par l'État. Or, les gains de productivité liés à l'IA peuvent se matérialiser de façons qui échappent à l'assiette fiscale traditionnelle. Une entreprise dont la « main-d'œuvre » est devenue un modèle d'IA pourrait domicilier ses profits dans une juridiction accommodante. Contrairement à l'usine ou au travailleur, le capital numérique est intrinsèquement mobile. C'est précisément parce que le travail humain était le facteur de production le moins mobile qu'il a, par défaut, porté la majorité du fardeau fiscal dans nos démocraties.

Troisième condition : le dilemme du prisonnier que représente la fiscalité internationale devra être résolu. L'OCDE avait tenté d'y répondre avec le taux minimum mondial de 15 % sur les multinationales, mais c'est un taux qui reste bien en deçà de ce que nécessiterait un programme de revenu universel. Cela d'autant plus que les exceptions sont nombreuses, témoignant de la difficulté de la tâche de concertation. Surtout, la coordination fiscale internationale avance à une vitesse géologique pendant que les perturbations technologiques, elles, avancent à la vitesse de l'éclair.

On retrouve d'ailleurs ici la même asymétrie qui mine la politique climatique : le problème est global, mais les instruments de politique restent souverains et mal alignés. La Finlande a instauré la première taxe carbone en 1990. Trente-six ans plus tard, la tarification du carbone ne couvre qu'un quart des émissions mondiales, et avec des taux qui varient d'une juridiction à l'autre. Combien de temps faudra-t-il pour s'entendre sur la façon de taxer adéquatement une propriété intellectuelle qui peut se promener dans n'importe quelle juridiction?

Quatrième condition, et peut-être la plus négligée : les gains de productivité ne peuvent pas être entièrement absorbés par la dislocation elle-même. Si l'IA génère effectivement un surplus économique net disponible pour la redistribution, mais que ce surplus est largement consacré à indemniser les travailleurs affectés, on ne règle pas l'enjeu actuel de la soutenabilité de l'État-providence dans les sociétés occidentales.

Au contraire, on risque de l'exacerber. Par exemple, en supposant qu'on se rende à instaurer un revenu universel de base, on pourrait envisager un scénario subséquent où la base fiscale finirait par se rétrécir (par mobilité, optimisation, ou autre)

précisément au moment où les pressions sur les dépenses s'accroissent. Une configuration cauchemardesque pour des gouvernements qui arrivent déjà mal en point à ce rendez-vous, endettés par la pandémie, fragilisés par le vieillissement démographique, les besoins soudains en défense, et toujours pris en étau entre des attentes citoyennes croissantes et des marges de manœuvre budgétaires amincies.

Et finalement, la question à laquelle les partisans les plus enthousiastes du revenu universel de base ne semblent pas encore avoir trouvé de réponse : est-il possible de concevoir un système de capture fiscale suffisamment robuste pour financer un tel programme, tout en préservant les signaux de l'économie de marché qui ont précisément rendu possible l'innovation technologique dont on espère des dividendes de façon pérenne? Cela demande, à la manière de Derrida, « de penser la possibilité de l'impossible ».

À surveiller

LUNDI 6 avril - 10:00
Mars

Consensus	54,9
Desjardins	55,5

Février	56,1
----------------	-------------

JEUDI 9 avril - 8:30
Février

Consensus	0,6 %
Desjardins	0,5 %

Janvier	0,4 %
----------------	--------------

VENDREDI 10 avril - 8:30
Mars

Consensus	0,9 %
Desjardins	1,0 %

Février	0,3 %
----------------	--------------

ÉTATS-UNIS

Indice ISM services (mars) – L'indice ISM non manufacturier a enregistré un bond étonnant en février. Il est passé à 56,1, son plus haut niveau depuis juillet 2022. Pratiquement toutes les composantes ont augmenté en février, notamment les nouvelles commandes, les commandes en attente, les commandes d'exportation ainsi que les stocks. On peut maintenant se demander si la situation a changé depuis le début de la guerre en Iran et des troubles dans le golfe Persique. La hausse des prix du pétrole pourrait aider le secteur des ressources. Contrairement à l'ISM manufacturier, qui a d'ailleurs légèrement augmenté en mars, l'indice des services ne comprend pas le secteur des produits pétroliers, mais le secteur minier inclut l'extraction de pétrole et de gaz. Cela dit, l'augmentation vertigineuse des prix du pétrole risque de nuire aux autres catégories, notamment les détaillants, l'agriculture et le transport. Les indices non manufacturiers régionaux se sont généralement affaiblis durant le mois, bien que la confiance des consommateurs soit demeurée plus stable qu'appréhendé en mars. Somme toute, on s'attend à une baisse à 55,5.

Dépenses de consommation (février) – La consommation réelle s'est montrée plutôt lente, bien que toujours en croissance, à la fin de 2025 et au tout début de 2026. Les deux gains successifs de seulement 0,1 % en décembre et en janvier représentent la plus faible progression sur deux mois depuis le printemps de l'an dernier. On s'attend à un autre résultat un peu plus robuste pour le mois de février. Ce sera surtout grâce au secteur automobile, où les ventes de véhicules neufs ont connu une bonne hausse mensuelle après la baisse de janvier. Les ventes au détail publiées cette semaine pour février pointent vers une autre diminution de la consommation réelle de biens durables excluant les véhicules, mais vers des croissances de 0,2 % du côté des biens non durables et des services. Somme toute, un gain de 0,2 % de la consommation réelle est attendu. La variation annuelle du déflateur total devrait passer de 2,8 % en janvier à 2,6 % en février. Les résultats de février devraient représenter le calme avant la tempête et l'on prévoit que les variations mensuelle et annuelle des prix se montreront bien plus élevées en mars à la suite du fort bond des coûts de l'énergie. La consommation réelle devrait aussi se montrer plus faible. Cependant, en février comme en mars, le revenu disponible sera en partie soutenu par les allègements fiscaux adoptés par le gouvernement fédéral américain l'an dernier.

Indice des prix à la consommation (mars) – L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est accéléré un peu en février, notamment à cause d'une avancée plus rapide des prix des aliments et de l'énergie. Cette dernière composante devrait cependant jouer un rôle bien plus grand dans la variation de l'IPC en mars. Le conflit au Moyen-Orient a provoqué un fort bond des prix du pétrole et de l'essence. Le prix à la pompe a augmenté de 36,4 % de la fin février à la fin mars et de 25,5 % en moyenne mensuelle. Le coup porté à la variation de l'IPC sera toutefois légèrement amoindri par les ajustements saisonniers. Nous tablons tout de même sur une contribution de 0,8 point de pourcentage de l'énergie à la variation mensuelle de l'IPC total en mars. Les prix des aliments devraient montrer une autre forte croissance mensuelle. Toutefois, l'IPC de base, qui exclut les aliments et l'énergie, devrait à nouveau connaître une progression relativement modérée de 0,2 %, comme en février. Somme toute, la variation mensuelle de l'IPC total devrait être de 1,0 %, soit la plus élevée depuis juin 2022. Cela amènerait un bond substantiel de la variation annuelle de l'IPC, qui pourrait passer de 2,4 % à 3,4 %. L'inflation de base connaîtrait une augmentation bien plus modeste, soit de 2,5 % à 2,6 %.

VENDREDI 10 avril - 10:00
Avril

Consensus	52,0
Desjardins	49,0

Mars 53,3
VENDREDI 10 avril - 8:30
Mars

Consensus	15 000
Desjardins	10 000

Février -83 900
JEUDI 9 avril - 21:30
Mars

Consensus	a/a
Desjardins	1,2 %

Février 1,3 %
Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan (avril — préliminaire) –

L'humeur des ménages est évidemment fragile en ce début de printemps alors que les consommateurs doivent faire face à une forte hausse des prix de l'énergie et à une incertitude accrue depuis le début du conflit en Iran. Jusqu'à maintenant, on remarque tout de même une certaine stabilité des indices de confiance. L'indice du Conference Board a même légèrement augmenté en mars par rapport à février. Du côté de l'indice de l'Université du Michigan, la baisse a été de 3,3 points, mais elle a été atténuée par les réponses obtenues avant le début du conflit. Les réponses alimentant la version préliminaire de l'indice pour le présent mois peuvent être obtenues jusqu'au 6 avril (l'enquête a débuté le 24 mars) et, à moins d'un retournement rapide de la situation géopolitique accompagné d'une réouverture du détroit d'Ormuz, on s'attend à un recul plus prononcé de la confiance. En plus de la hausse de plus de 1 \$ US du prix d'un gallon d'essence, la Bourse est généralement en baisse depuis un mois (malgré quelques avancées durant les dernières séances). Les taux d'intérêt hypothécaires sont nettement en hausse depuis la fin de février. On remarque aussi que les récents sondages politiques sur l'approbation du travail du président Trump quant à la gestion de l'économie piquent du nez. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan pourrait passer sous la barre de 50, ce qui est son plancher du présent cycle économique.

CANADA


Création d'emplois (mars) – Après deux mois de données sur le travail faussées par les conditions météorologiques, le rapport de mars devrait fournir une lecture plus claire des conditions sous-jacentes du marché du travail. Les secteurs exposés au commerce, comme celui de la fabrication, et ceux qui ne le sont pas, comme celui de l'éducation, ont subi d'importantes pertes d'emplois au cours des deux premiers mois de l'année. On s'attend à un modeste rebond en mars alors que l'économie devrait ajouter environ 10 000 emplois. Si le taux de participation se maintient, le taux de chômage restera à 6,7 %. Le contexte général demeure caractérisé par une croissance démographique anormalement faible, freinée par les sorties continues de résidents temporaires. Par conséquent, les gains d'emploi n'ont pas besoin d'être très importants pour maintenir le taux de chômage stable.


OUTRE-MER

Chine : Indice des prix à la consommation (mars) – Mars marquera le premier mois au cours duquel les prix de l'énergie ont augmenté à la suite de l'éclatement du conflit en Iran. Avec une hausse d'environ 24 % du prix mensuel de l'essence en Chine, la composante de l'énergie de l'indice des prix à la consommation devrait s'accélérer. Cela dit, le marché énergétique chinois demeure fortement réglementé, notamment en ce qui concerne les prix de l'électricité. Ainsi, la progression de certaines sous-composantes pourrait être partiellement atténuée par les mécanismes de contrôle des prix des autorités chinoises. En dehors de l'énergie, la croissance des prix est demeurée faible, voire négative, pour la majorité des composantes au cours des derniers mois, alors que la demande intérieure peine toujours à se redresser. Dans ce contexte, nous anticipons une accélération de l'inflation relativement ciblée en mars. Toutefois, si les prix de l'énergie se maintiennent à des niveaux élevés, les pressions inflationnistes pourraient graduellement se diffuser à l'ensemble de l'économie chinoise.

Indicateurs économiques

Semaine du 6 au 10 avril 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 6	10:00	Indice ISM services	Mars	54,9	55,5	56,1
MARDI 7	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Févr.	-1,0 %	-1,6 %	0,0 %
	12:35	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Févr.	nd	9,000	8,050
MERCREDI 8	14:00	Publication du compte rendu de la Réserve fédérale				
JEUDI 9	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	30 mars-3 avril	nd	214 000	202 000
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T4t	0,7 %	0,7 %	0,7 %
	8:30	Revenu personnel (m/m)	Févr.	0,3 %	0,4 %	0,4 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Févr.	0,6 %	0,5 %	0,4 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Févr.	0,4 %	0,2 %	0,3 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Févr.	0,3 %	0,2 %	0,4 %
		Total (a/a)	Févr.	2,8 %	2,6 %	2,8 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Févr.	2,9 %	2,8 %	3,1 %
	10:00	Stocks des grossistes – final (m/m)	Févr.	nd	nd	-0,5 %
VENDREDI 10	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Mars	0,9 %	1,0 %	0,3 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Mars	0,3 %	0,2 %	0,2 %
		Total (a/a)	Mars	3,4 %	3,4 %	2,4 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Mars	2,7 %	2,6 %	2,5 %
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Avril	52,0	49,0	53,3
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Févr.	-0,3 %	nd	0,1 %
	14:00	Budget fédéral (G\$ US)	Mars	nd	nd	-307,5
CANADA						
LUNDI 6	---	---				
MARDI 7	---	---				
MERCREDI 8	---	---				
JEUDI 9	---	---				
VENDREDI 10	8:30	Création d'emplois	Mars	15 000	10 000	-83 900
	8:30	Taux de chômage	Mars	6,8 %	6,7 %	6,7 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 6 au 10 avril 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
LUNDI 6							
---	---	---					
MARDI 7							
Japon	1:00	Indicateur avancé – préliminaire	Févr.	112,0		112,1	
Japon	1:00	Indicateur coïncident – préliminaire	Févr.	116,4		117,9	
Italie	3:45	Indice PMI composite	Mars	nd		52,1	
Italie	3:45	Indice PMI services	Mars	51,5		52,3	
France	3:50	Indice PMI composite – final	Mars	48,2		48,3	
France	3:50	Indice PMI services – final	Mars	48,3		48,3	
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Mars	51,9		51,9	
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Mars	51,2		51,2	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Mars	50,5		50,5	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Mars	50,1		50,1	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Mars	50,9		51,0	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Mars	51,2		51,2	
Japon	19:50	Compte courant (G¥)	Févr.	2 439,9		3 145,0	
Nouvelle-Zélande	22:00	Réunion de la Banque de réserve de la Nouvelle-Zélande	Avril	2,25 %		2,25 %	
MERCREDI 8							
Inde	0:30	Réunion de la Banque de réserve d'Inde	Avril	5,25 %		5,25 %	
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Févr.	2,0 %	5,0 %	-11,1 %	3,7 %
France	2:45	Balance commerciale (G€)	Févr.	nd		-1 843	
France	2:45	Compte courant (G€)	Févr.	nd		2,1	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Févr.	-0,4 %	-3,1 %	0,7 %	-2,1 %
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Févr.	0,0 %	1,8 %	-0,1 %	2,0 %
JEUDI 9							
Japon	1:00	Confiance des consommateurs	Mars	38,0		40,0	
Allemagne	2:00	Balance commerciale (G€)	Févr.	nd		21,2	
Allemagne	2:00	Production industrielle	Févr.	0,6 %	0,6 %	-0,5 %	-1,2 %
Japon	19:50	Indice des prix à la production	Mars	0,8 %	2,3 %	-0,1 %	2,0 %
Chine	21:30	Indice des prix à la consommation	Mars		1,2 %		1,3 %
Chine	21:30	Indice des prix à la production	Mars		0,5 %		-0,9 %
VENDREDI 10							
Corée du Sud	---	Réunion de la Banque de Corée	Avril	2,50 %		2,50 %	
Allemagne	---	Compte courant (G€)	Févr.	nd		17,1	
Allemagne	2:00	Indice des prix à la consommation – final	Mars	1,1 %	2,7 %	1,1 %	2,7 %
Italie	4:00	Production industrielle	Févr.	0,6 %	nd	-0,6 %	-0,6 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).